

## Développement de la filière numérique en Nouvelle-Calédonie et de son écosystème

### Action n° 1.6 Créer une plate-forme Open Gov des collectivités calédoniennes

<b>Niveau de priorité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <u>Haute</u>   <input type="checkbox"/> Moyenne   <input type="checkbox"/> Basse</li> </ul>
<b>Axes stratégiques ciblés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <u>Innover par et avec le numérique</u></li> <li>■ Engager le développement régional de la filière numérique</li> <li>■ Accompagner la transition numérique de l'économie calédonienne</li> </ul>
<b>Présentation</b>	
<b>Constat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Partout en Europe, les Etats et les collectivités locales s'engagent dans l'ouverture de leurs données publiques/codes sources (la loi française n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique vise notamment à favoriser l'ouverture et la circulation des données). En effet, les données publiques/codes sources sont envisagés comme une source majeure de nouveaux services, de création de valeur, de production de connaissance et de participation citoyenne</li> <li>■ Pour les entreprises, ces données/codes sources deviennent une véritable plateforme d'investissement (au sens financier et technologique) et de déploiement rapide de leurs idées innovantes. Pour les acteurs publics eux-mêmes, ils permettent d'améliorer considérablement leurs organisations</li> <li>■ Concernant plus particulièrement les données publiques, leur mise à disposition dans des formats adaptés rend également possible la création de nouvelles applications permettant de conférer une réelle valeur ajoutée à ces données</li> <li>■ L'ouverture des données publiques/codes sources est en définitive un formidable vecteur d'innovation et de valeur ajoutée pour un territoire</li> <li>■ Toutefois, en France comme à l'étranger, il est encore difficile d'identifier les réussites économiques liées à l'ouverture des données/codes sources</li> </ul>
<b>Objectifs opérationnels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Encourager l'innovation, créer de la valeur et améliorer l'efficacité du service public, en mettant à disposition des données et codes sources d'application/programme des administrations calédonienne <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Inciter les entreprises calédoniennes à créer de nouveaux services numériques utiles au public à partir de ces données</li> <li>■ Développer l'offre et la compétitivité des entreprises calédoniennes en leurs permettant la réutilisation de ces codes sources à des fins commerciales</li> <li>■ Créer une communauté dynamique d'acteurs calédoniens autour de ces données et codes sources</li> </ul> </li> <li>■ Clarifier l'environnement réglementaire relatif à la mise à disposition des données et codes sources des applications/programmes des administrations de la Nouvelle-Calédonie</li> <li>■ Améliorer l'image et la transparence du service public de la Nouvelle-Calédonie</li> </ul>

## Développement de la filière numérique en Nouvelle-Calédonie et de son écosystème

### Action n° 1.6 Créer une plate-forme Open Gov des collectivités calédoniennes

#### Description de l'action

- L'action consiste à déployer une plate-forme « pays » permettant de centraliser :
  - Les données publiques mises à disposition par les administrations de la Nouvelle-Calédonie (il peut s'agir de données et/ou de métadonnées), afin de les proposer en téléchargement libre et ouvert au grand public et aux entreprises qui souhaitent les réutiliser
  - Les codes sources d'application/programme mis à disposition par les administrations (il peut s'agir de logiciel, de Framework de développement, ou encore d'API), afin de les proposer également en téléchargement libre et ouvert
- Cette plate-forme devra pouvoir récolter des données (et/ou métadonnées) et codes sources d'application/programme de provenances diverses (Géorep, serveurs d'organismes de recherches, collectivités, etc.) et ainsi respecter les protocoles associés
- Il est souhaité que les téléchargements depuis cette plate-forme soient gratuits. Toutefois, le niveau d'accès à ces données et codes sources reste à définir, dans le but de maîtriser l'exploitation qui pourrait en être faite. De plus, leur réutilisation par des structures locales est à favoriser
- Chacune des administrations sera responsable des données et codes sources qu'elle publiera sur la plate-forme, en matière de propriété, de qualité, de validité, etc. Elles devront ainsi se doter de ressources en charge de la gestion de leurs données et codes sources sur la plate-forme
- Il est important que la plate-forme soit réalisée en collaboration avec les administrations de la Nouvelle-Calédonie. Il est envisagé que le gouvernement porte cette action et que l'utilisation de la plateforme par ses partenaires soit soumise à un conventionnement (droits, devoirs, financement, etc.)
- Une animation spécifique sera conduite dans le but de promouvoir la plate-forme et maximiser son utilisation. Plusieurs évènements et animations pourront ainsi être mis en œuvre (cette liste n'est pas exhaustive) :
  - Hackathon (fréquence à définir), concours permettant de rassembler des développeurs sur une période courte, afin de réaliser un prototype applicatif
  - Cartopartie (fréquence trimestrielle) destinée à la collecte massive de données sur une courte période (week-end par exemple), pour enrichir le catalogue de données de la plate-forme
  - Appels à projets (fréquence annuelle) sur le développement d'application/programme (voir fiche action 1.3). Une récompense sera offerte à un ou plusieurs lauréats.
  - Evènement (fréquence annuelle) pour favoriser les échanges entre tous les acteurs calédoniens
  - Enfin, une étude juridique sera nécessaire pour clarifier la réglementation en vigueur sur l'ouverture des données publiques et des codes sources d'application/programme en Nouvelle-Calédonie

#### Communication et animation

- Relais de communication en NC :
  - La communication du dispositif sera assurée par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et relayée par l'ensemble des collectivités impliquées
  - Associations : ONNC, grappes d'entreprises, ACTIC et associations patronales
- Communication hors de la NC :
  - Adhésion à des réseaux nationaux
- Support numérique :
  - Réseaux sociaux (FB, twitter, etc.)
  - Mise en place d'un portail web dédié

## Développement de la filière numérique en Nouvelle-Calédonie et de son écosystème

### Action n° 1.6 Créer une plate-forme Open Gov des collectivités calédoniennes

<b>Cibles de l'action</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les collectivités (fournisseurs des données et codes sources d'application/programme)</li> <li>■ Les entreprises de la filière numérique (développement des services)</li> <li>■ Le grand public (accès à l'information)</li> </ul>
<b>Portée géographique de l'action</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ En Nouvelle-Calédonie</li> </ul>
<b>Caractère International de l'action</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Adhésion à des réseaux nationaux</li> </ul>
<b>Organisation et conduite du projet</b>	
<b>Gouvernance et pilotage de l'action</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Maîtrise d'ouvrage : maîtrise d'ouvrage partagée avec animation de la cellule ECONUM du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie</li> <li>■ Maître d'œuvre : DSI du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ou prestataire de service</li> </ul>
<b>Partenaires tiers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ L'ensemble des administrations de la Nouvelle-Calédonie</li> </ul>
<b>Autres éléments de gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Comité de pilotage de l'action : les administrations calédoniennes, les représentants de la filière numériques et la cellule ECONUM du gouvernement</li> <li>■ Structure de gouvernance chargée de coordonner le dispositif et d'organiser les événements autour de la plate-forme : les administrations calédoniennes et la cellule ECONUM du gouvernement</li> </ul>
<b>Descriptif des Ressources requises</b>	<p>En investissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Développement de la plate-forme par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie</li> <li>■ Dotations des appels à projets/concours (<i>voir fiche action 1.3</i>)</li> </ul> <p>En fonctionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Gestion de l'action, communication et animation de la plateforme par la cellule ECONUM du gouvernement</li> <li>■ Etude réglementaire par la cellule ECONUM du gouvernement</li> <li>■ Gestion des données et codes sources d'application/programme par les administrations partenaires</li> </ul>
<b>Pré requis de mise en œuvre et/ou projets dépendants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Mise en place d'appels à projet (<i>voir fiche action 1.3</i>)</li> <li>■ Clarifier la réglementation en vigueur sur l'ouverture des données publiques et des codes sources en Nouvelle-Calédonie</li> </ul>
<b>Risques</b>	<p><input type="checkbox"/> Haut   <input checked="" type="checkbox"/> <u>Moyen</u>   <input type="checkbox"/> Bas</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Adhésion des administrations</li> <li>■ Peu de jeunes pousses en Nouvelle-Calédonie. Certains projets innovants pourraient être portés par des sociétés établies ce qui n'est pas la cible prioritaire</li> </ul>
<b>Facteurs clés de succès</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ FCS 1 : Volume des données et nombre de codes sources d'application/programme disponibles</li> <li>■ FCS 2 : Participations aux animations/événements</li> <li>■ FCS 3 : Appropriation des données et codes sources par les entreprises</li> </ul>

## Développement de la filière numérique en Nouvelle-Calédonie et de son écosystème

### Action n° 1.6 Créer une plate-forme Open Gov des collectivités calédoniennes

#### Evaluation du projet

<b>Budget global</b>	<b>Charge de travail globale (jours)</b>	<p>Ressources de la cellule ECONUM du gouvernement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ 20 jours de cadrage</li> <li>■ 60 jours pour le pilotage de l'action</li> <li>■ 20 jours d'analyse juridique</li> <li>■ 0,5 ETP/an pour la gouvernance, la gestion, et l'animation de la plateforme</li> </ul> <p>Ressources des administrations partenaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ 0,5 ETP/an pour la gestion des données et codes sources d'application/programme mis à disposition</li> </ul>
	<b>Coût en investissement (MXPF) (hors charges internes)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Développement de la plateforme : 12 000 000 XPF, soit 0,10M€</li> </ul>
	<b>Coût en fonctionnement (MXPF)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ 2,2M XPF/an (maintenance et hébergement), soit 0,02 M€</li> <li>■ Campagne de communication : 500 000 XPF/an, soit 4000€</li> </ul>
<b>Mode de financement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ La plate-forme sera financée par les acteurs publics. Toutefois, son modèle économique reste à définir : <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Un financement conjoint des administrations calédoniennes pour la réalisation de la plate-forme</li> <li>■ Un financement par le gouvernement avec un accès payant pour ses partenaires (comme pour la plate-forme des marchés publics)</li> </ul> </li> <li>■ Des dotations seront accordées aux lauréats des appels à projets/concours (<i>voir fiche action 1.3</i>).</li> </ul>	
<b>Délai de réalisation de l'action (mois)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ 9 mois de la définition des besoins jusqu'au développement de la version beta de la plate-forme</li> </ul>	
<b>Calendrier et fréquence de l'action</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Action à conduire au cours des années 2018 et 2019</li> </ul>	
<b>Valeur ajoutée économique de l'action</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Création d'entreprises et d'emplois en Nouvelle-Calédonie</li> <li>■ Développement de l'offre et amélioration de la compétitivité des entreprises calédoniennes</li> </ul>	
<b>Critères d'évaluation de l'action</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Nombre de jeux de données et codes sources disponibles</li> <li>■ Fréquentation de la plate-forme</li> <li>■ Nombre d'applications/programmes développées</li> </ul>	
<b>Esquisse du plan d'exécution de l'action</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Cadrage générale de l'action avec les acteurs : 2 mois</li> <li>■ Lancement de la réalisation de la plate-forme : 6 mois</li> </ul>	

## Développement de la filière numérique en Nouvelle-Calédonie et de son écosystème

### *Action n° 1.6 Créer une plate-forme Open Gov des collectivités calédoniennes*

- Rédaction du cahier des charges : 2 mois
- AO/Consultation : 1 mois
- Développement de la plate-forme jusqu'à la version beta : 3 mois
- (En parallèle) Campagne de sensibilisation auprès des administrations : 6 mois